

46660

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITES



E/CN.14/SWCD/9  
27 janvier 1962

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Comité permanent de la protection  
sociale et du développement communautaire  
Addis-Abéba, 5-13 février 1962

L'URBANISATION EN AFRIQUE TROPICALE

# SOMMAIRE

L/CN.14/SWCD/9

	<u>Page</u>
1. CROISSANCE URBAINE .....	1
2. POPULATION .....	3
Migrations .....	5
3. CONCENTRATION METROPOLITAINE .....	6
4. CHANGEMENT DE BESOINS	
a) Services publics .....	11
b) Alimentation .....	13
c) Logement .....	15
5. PRIX ET SALAIRES	
a) Prix .....	20
b) Salaires .....	21
6. DETRIBALISATION .....	24
La famille .....	27
7. ACCULTURATION	
a) Problème général .....	28
b) Enseignement .....	30
c) Classes sociales .....	31
d) Condition de la femme .....	32
8. ADMINISTRATION MUNICIPALE .....	34
Fonctionnement interne des municipalités ...	35
Relations avec le Gouvernement Central .....	38
9. PROBLEMES POSES PAR L'URBANISATION DE L'AFRIQUE TROPICALE .....	40
10. BIBLIOGRAPHIE .....	48

W. J. H. H. H.

W. J. H. H.

W. J. H. H.

1. ....
2. ....
3. ....
4. ....
5. ....
6. ....
7. ....
8. ....
9. ....
10. ....
11. ....
12. ....
13. ....
14. ....
15. ....
16. ....
17. ....
18. ....
19. ....
20. ....
21. ....
22. ....
23. ....
24. ....
25. ....
26. ....
27. ....
28. ....
29. ....
30. ....
31. ....
32. ....
33. ....
34. ....
35. ....
36. ....
37. ....
38. ....
39. ....
40. ....
41. ....
42. ....
43. ....
44. ....
45. ....
46. ....
47. ....
48. ....
49. ....
50. ....
51. ....
52. ....
53. ....
54. ....
55. ....
56. ....
57. ....
58. ....
59. ....
60. ....
61. ....
62. ....
63. ....
64. ....
65. ....
66. ....
67. ....
68. ....
69. ....
70. ....
71. ....
72. ....
73. ....
74. ....
75. ....
76. ....
77. ....
78. ....
79. ....
80. ....
81. ....
82. ....
83. ....
84. ....
85. ....
86. ....
87. ....
88. ....
89. ....
90. ....
91. ....
92. ....
93. ....
94. ....
95. ....
96. ....
97. ....
98. ....
99. ....
100. ....

## CROISSANCE URBAINE

A partir du dix-neuvième siècle, les centres historiques d'Afrique se virent dépassés par des agglomérations de type nouveau, créations isolées d'abord comme celle de Khartoum par les Egyptiens et la renaissance de Zanzibar avec les Arabes de Mascate, mouvement plus général ensuite, et surtout doté de moyens plus puissants, avec le partage du continent par les puissances coloniales, en 1885. Mais en dépit des origines presque centenaires de ce mouvement urbain, ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale qu'on a vu certaines capitales coloniales grandir démesurément et constituer le problème qu'elles présentent actuellement aux nouveaux états indépendants d'Afrique. A l'instar des autres créations coloniales, cet essor urbain a été une manifestation d'économie "projetée", rendue possible par des investissements massifs qui posent aujourd'hui une question de rentabilité.

Malgré le caractère souvent rudimentaire des recensements africains, il est possible de déterminer certaines tendances fondamentales de ces communautés urbaines dont la première est la croissance rapide. Ce taux de croissance, pour les 28 villes dépassant aujourd'hui les 100.000 habitants, a été de l'ordre de 4% pour la période 1931 - 1948 et de 5% pour 1948 - 1960, avec de fortes variations régionales durant la seconde période, qui a vu le taux de croissance dépasser les 8% en Afrique occidentale (Nigéria non comprise) et centrale. Le cas de la Nigéria doit être traité à part, vu qu'à raison des origines anciennes de la vie urbaine dans ce pays, l'immigration vers des métropoles comme Lagos et Kano se fait dans une large mesure aux dépens d'autres villes. Même ainsi, la population des villes de plus de 20.000 habitants y est passée de 6,7% de la population totale en 1931, à 9,6 % en 1952 - 1953 (18% dans celles de plus de 5.000 habitants). Cette augmentation est du même ordre que celle observée en Angleterre durant les vingt premières années du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire à la veille même de la révolution industrielle (40). Il faudra malheureusement attendre les résultats du recensement prévu pour 1962 avant de savoir si le mouvement s'est accéléré.

Au point de vue du développement, il faut retenir que toute population peut être considérée comme un investissement et que, comme tout investissement, celui-ci a un aspect négatif, représenté par la population inactive. En ville, les outils de l'agriculture de subsistance ne servent plus à grand chose, et les travailleurs urbains doivent recevoir les moyens de travailler non seulement pour se suffire à eux-mêmes, mais aussi pour entretenir les enfants, invalides, chômeurs même. En d'autres mots (et nous verrons que la situation dans les villes demeure semblable à bien d'autres aspects), l'accroissement de la population urbaine, c'est l'augmentation obligatoire de la production du secteur secondaire, industriel surtout, ou du secteur tertiaire de l'économie, gouvernemental ou commercial, c'est-à-dire le dilemme entre l'amélioration du niveau de vie et la catastrophe.

## PROGRES DE 28 VILLES

ayant dépassé les 100.000 habitants en 1960

## AFRIQUE OCCIDENTALE

(Dakar, Abidjan, Conakri, Bamako  
Accra, Kumasi, Sedondi-Takoradi)

1931 - 203,800  
1948 - 551.300 = + 6,03%  
1960 - 1.393.800 = + 8,03%

## AFRIQUE CENTRALE

(Dorala, Léopoldville, Luanda,  
Elisabethville, Salisbury, Bulawayo,  
Lourenço-Marques)

1931 - 218.700  
1948 - 529.400 = + 5,33%  
1960 - 1.440.800 = + 8,70%

## NIGERIA

(Lagos, Ibadan, Kano, Oshogbo,  
Ogbomosho, Ife, Iwo)

1931 - 826.700  
1952-53 - 1.292.300 = + 2,15%

## AFRIQUE ORIENTALE

(Addis Abéba, Khartoum-Omdourman,  
Nairobi, Mombasa, Dar-es-Salaam,  
Mogadiscio, Tananarive)

1931 - 369.900  
1948 - 1.054.100 = + 6,35%  
1960 - 1.617.900 = + 3,63%

## POPULATION

En observant le processus d'urbanisation dans les pays occidentaux, on a constaté l'apparition de nouveaux comportements sociaux affectant la natalité, la nuptialité et la mortalité, qui consistent d'une manière générale dans une forte diminution du taux de ces trois facteurs démographiques, et plus particulièrement du sous-facteur de la mortalité infantile.

En Afrique tropicale, la situation demeure, pour le moment, différente et la natalité semble être en fait plus forte encore dans les villes qu'à la campagne, avec des taux dépassant 4 %, gonflés, il est vrai, par la proportion indue d'adultes en âge de procréer et par la présence de mères paysannes venues accoucher dans les hôpitaux des villes. La mortalité, par contre, a fortement diminué, tombant souvent à la moitié de la natalité, mais si le taux général est désormais comparable à celui de l'Occident, la baisse du taux de natalité n'a suivi que de loin celle de la mortalité. L'élévation du niveau de vie, les soins médicaux et, surtout, la diffusion de la connaissance de l'hygiène ont automatiquement permis de sauver des vies mais la restriction des naissances n'est venue qu'à la suite d'une lente évolution qui n'est pas encore entièrement expliquée, les facteurs socio-économiques y étant combinés aux facteurs psychologiques.

L'esprit est frappé en premier lieu par l'existence de facteurs traditionnels favorisant la natalité. Le clan ne se survit que par les enfants, il marie jeunes ses femmes et il leur inspire un désir ardent de procréer. La fécondité en milieu coutumier était cependant plutôt faible, elle ne dépassait guère - pour autant qu'on puisse l'apprécier - le taux de 35%. C'est que la coutume apportait aussi des freins à la natalité dont le plus effectif consistait à séparer mari et femme pendant deux ou trois ans après chaque naissance.

Quel effet l'urbanisation est-elle appelée à exercer sur cette situation? Le frein coutumier de la séparation est affecté par un ensemble de facteurs où la prédication chrétienne se trouve mêlée à la

présence de lait en poudre, permettant le ravitaillement de plusieurs enfants à la fois. La structure urbaine en elle-même semble devoir agir encore plus effectivement détruisant (apparemment) l'édifice social du clan et faisant de l'homme un travailleur sous contrat individuel obligé de compter ses sous. De plus, la survivance la plus apparente du clan est un parasitisme qui exerce une pression inverse à celle du passé : les "frères" de clan tiennent beaucoup plus à leur part du salaire de la victime qu'à l'honneur désormais gratuit de compter de nombreux neveux et cousins.

Ces considérations permettent de prévoir la baisse de la natalité dans les villes d'Afrique tropicale mais à condition de se garder de deux illusions. La première est d'attendre cette baisse dans l'immédiat, ou même dans un avenir assez rapproché. La seconde illusion est de croire à l'inévitabilité d'une identification absolue entre l'Afrique tropicale et l'Occident. La natalité, en fin de compte, dépend avant tout des femmes et celles-ci ont réussi de manière remarquable à maintenir leurs traditions, tout en s'adaptant de manière encore plus remarquable à de nouvelles conditions de vie. Il faut donc prévoir au moins à titre de possibilité que leur attitude à cet égard puisse demeurer différente de celle des femmes occidentales.

A Lagos, la situation démographique paraît singulièrement archaïque sur la base de l'apparente stabilisation de la population avec 118 hommes pour 100 femmes en 1950. A Léopoldville, la population africaine a augmenté à un rythme encore plus rapide que celle de Lagos, surtout au cours des deux dernières décennies, et cet accroissement a été accompagné de profonds changements démographiques, quoique la proportion des hommes par rapport aux femmes se soit maintenue entre 170/100 et 200/100 depuis 1937. C'est la population enfantine surtout qui a augmenté, décuplant de 1940 à 1955, avec une population adulte seulement sextuplée. On peut donc conclure à la stabilisation des habitants de la ville, et surtout des familles. Le taux des naissances, cependant, est monté de 3,4 pour cent en 1950 à 5 pour cent en 1955, tandis que celui de la mortalité infantile baissait de 19,6 pour cent

à 14 pour cent au cours des mêmes années, et celui des décès de 12,1 pour cent à 9,8 pour cent de 1952 à 1955.

#### MIGRATIONS

Les migrations jouent un rôle essentiel dans la vie africaine, tant rurale qu'urbaine. L'expansion des villes est due à l'exode rural plus qu'à l'accroissement naturel, malgré l'importance de celui-ci. Il n'est pas souvent possible d'obtenir des chiffres au sujet de cette immigration, mais un indice en est fourni par les pyramides d'âges. En effet, l'exode rural consiste rarement en familles voyageant au complet. Il en résulte pour les centres urbains à forte immigration récente une proportion anormale d'adultes jeunes, surtout des hommes, tandis que la classe d'âge de 15 à 20 ans, c'est-à-dire immédiatement avant l'âge caractéristique de l'exode rural, est anormalement réduite par rapport à ses voisines de la pyramide.

Pour Lagos, il n'existe aucune source de renseignements sur la durée du séjour en ville mais la proportion des habitants nés dans la ville est tombée de 42 pour cent en 1931 à 36 pour cent en 1950 et les recensements indiquent un taux d'accroissement bien au-dessus de la différence entre mortalité et natalité, atteignant un maximum annuel de 5,8 pour cent en 1901-1910, comparé à 1,3 pour cent pour les trente années précédentes, et 2,9 pour cent pour les trente années suivantes. Au cours des dernières années, les immigrants venaient surtout de la Nigéria orientale, où 11 pour cent de la population de 1950 étaient nés, contre 4 pour cent de celle de 1931. Les Ibos de Nigéria orientale étaient la seule tribu à émigrer à Lagos en nombre appréciable, après les Yoroubas qui viennent non seulement des environs de Lagos mais d'un peu partout en Nigéria. Ce flux de l'élément Ibo contraste avec le déclin de l'immigration Haoussa, et ce changement a d'importantes conséquences socio-économiques, car les Ibos sont chrétiens à concurrence de 95 pour cent et instruits (pas plus de 19,4 pour cent d'illettrés). Les Haoussas au contraire sont musulmans (93 pour cent) et généralement illettrés (66,2 pour cent) (50).



En dépit du taux élevé de natalité, la population de Léopoldville a augmenté surtout par immigration. De 1945 à 1955, les arrivées s'élevèrent en moyenne à 25000 par an, et les départs à 5000. En 1955, 25.9 pour cent d'habitants seulement étaient nés dans la ville, dont les huit dixièmes étaient des enfants de moins de quinze ans. Par contre, 38.4 pour cent avaient moins de cinq ans de résidence. Les deux tiers de la population proviennent de la province même de Léopoldville peuplée en majorité de Bakongo. Les territoires voisins de l'Angola et de l'ancienne Afrique Equatoriale Française ne font que renforcer cet élément Bakongo, de sorte qu'en fait l'agglomération est nettement dominée par ce groupe ethnique, caractérisé par le régime familial matrilineal et par l'existence de contacts - beaucoup trop facilement oubliés - avec les Européens depuis 1482.

Le contraste entre Bakongo et "Bangala" (nom de tribu abusivement donné en ville à tous les non-Bakongo) est frappant mais il n'existe guère de statistique pour le vérifier. On peut citer l'enquête sur les travailleurs indépendants, effectuée en 1954, qui a révélé que ceux-ci constituaient 3.6 pour cent de la population originaire de l'Equateur et 5.6 pour cent de la population étrangère, tandis qu'ils figuraient seulement dans la proportion de 1.83 pour cent parmi les habitants originaires de la province de Léopoldville. Le recul graduel des Bangala a ruiné les espoirs fondés sur eux par les autorités et missionnaires belges qui avaient imposé leur langue à l'armée et espéraient la voir reconnaître comme langue nationale de tout le Congo et plus particulièrement de toute la communauté urbaine de Léopoldville, qui aurait ainsi acquis un caractère inter-tribal.

#### CONCENTRATION METROPOLITAINE

Comme le problème général du sous-développement, celui de l'urbanisation de l'Afrique, considéré sous ses aspects économiques, est une question de misère et de faim, de masses humaines en quête de leur subsistance. Plus encore que "sous-développées", ces économies sont

"désarticulées" ou "déséquilibrées". Il y a déséquilibre entre la croissance de la population et celle de la production ou de l'emploi, déséquilibre dans les investissements, déséquilibre aussi entre les grandes villes et les pays dans leur ensemble. Si la situation n'est pas encore claire au point de vue de la fécondité, la mortalité est certainement plus basse dans les grandes villes. L'équipement sanitaire et culturel y est meilleur, les taux de scolarité, de consommation d'électricité, de revenu individuel, etc. - chaque fois qu'on peut les mesurer - s'y révèlent plus élevés. Enfants et femmes y sont plus libres, sinon plus heureux. Des classes sociales émergent et la prise de conscience politique est telle que l'on peut dire que les villes ont entraîné l'Afrique entière sur la voie de l'indépendance. Sous l'aspect opposé de la question, la résistance sociale à la mise en valeur est moins grande en ville, le comportement moins rigide offrant à la croissance économique la plasticité des structures qu'elle exige (11).

Dans ces conditions, les principales villes deviennent inévitablement des pôles de développement autour desquels évoluent les régions environnantes, sinon des pays entiers. Nous songeons moins à une politique à définir qu'à un inventaire, un bilan à établir. Sous cet angle, il n'est pas douteux que certaines villes d'Afrique ont commencé à jouer ce rôle pour lequel elles semblent être faites. On y constate déjà la présence d'activités en nombre considérable, dont l'industrie n'est jamais absente, ce qui oblige à choisir entre les politiques d'utilisation du maximum de main-d'oeuvre ("capital-saving investment") ou du maximum de capital ("labour-saving investment"). Celle-ci paraît logique car la main-d'oeuvre est certainement moins difficile à trouver que le capital, mais elle pose des problèmes de rendement, logement, etc.

Ces activités urbaines montrent comment les insuffisances habituelles aux économies sous-développées diminuent avec l'essor des villes, surtout des grandes villes. Les débouchés y sont moins inadéquats, les facteurs réels de production (eau, électricité,

combustible, etc.) moins coûteux, la main-d'oeuvre - surtout la main-d'oeuvre qualifiée - y est plus abondante et la capacité d'entreprise moins limitée. Souvent l'entrepreneur trouve l'électricité à meilleur compte en ville. Quand l'agglomération est en même temps un port, sa capacité de rayonnement disparaît dans les directions occupées par la mer, mais elle dispose de facilités particulières pour l'importation de matières à travailler et pour l'exportation du surplus de sa production.

En Afrique tropicale, la question de dimension est importante, car plus la ville est grande, plus le coût des facteurs de production diminue. L'eau, l'électricité, les combustibles, etc. peuvent être fournis à meilleur compte, les articles importés (automobiles, par exemple) peuvent être utilisés dans des conditions de rendement meilleures parce que plus proches de celles qui prévalent dans leurs pays de production. Les salaires sont plus élevés dans les grandes villes, mais la main-d'oeuvre y revient souvent meilleur marché, parce que les environnements économique, culturel et social y sont plus favorables à la production. La formation technique y est plus poussée, le travailleur s'y familiarise plus facilement avec une langue européenne et avec l'esprit qui caractérise la société moderne, spécialement son rythme de vie, plus rapide et plus minutieusement réglé que celui du village (11).

En même temps qu'elle l'expose aux influences nouvelles, la grande ville libère le nouveau-venu des contraintes de la société traditionnelle. Ici, cependant, nous apercevons une limite à son influence.

Souvent, le nouveau-venu demeure psychologiquement attaché à des coutumes que l'économie urbaine n'étaye plus et qu'aucune autorité locale ne sanctionne. Même dans les métropoles les plus détachées de la tradition, d'anciens préjugés remontent parfois à la surface, et un contremaître, par exemple, éprouve soudain des difficultés à se faire respecter d'un manoeuvre qui le regarde comme son esclave en vertu de la coutume.

Quoi qu'il en soit de ce problème social, beaucoup de grandes villes d'Afrique tropicale se sont taillé une place respectable dans le monde économique. Souvent même, l'analyse fait constater que des capitales au prestigieux statut politique sont avant tout des centres d'affaires, où l'Etat n'est intervenu qu'en second lieu. Tel est le cas de Lagos, qui contribue au produit national de la Nigéria pour une part certainement supérieure (les statistiques font défaut) au 1 pour cent de la population du pays que cette agglomération représente. Lagos ne consomme pas moins de 46 pour cent de l'électricité produite en Nigéria pour les consommateurs commerciaux et industriels et 50 pour cent pour les particuliers. Elle enregistre 38 pour cent des licences délivrées aux automobilistes, 56 pour cent des appels téléphoniques. Elle compte aussi 7 hôtels sur 19, et publie quatre quotidiens sur 20, 18 autres périodiques sur 19, etc. Quand au commerce extérieur, le trafic manipulé à Lagos représente (1959), 67 pour cent des exportations et 53 pour cent des importations de la Nigéria.

Il y a eu réaction en chaîne, l'existence d'un port entraînant d'un côté celle d'ateliers divers et finalement de véritables usines, de l'autre côté celle des magasins, d'entreprises de construction, de facilités de toutes sortes exigées par une population sans cesse croissante et plus prospère. La théorie des effets induits de l'industrialisation, néanmoins, se voit moins clairement confirmée qu'à Léopoldville car le paradoxe de Lagos, c'est la réticence du capital devant les magnifiques perspectives d'industrialisation qui lui sont offertes. (35)

Léopoldville, avec 2 1/2 pour cent de la population de l'ex-Congo belge, a contribué en 1957, 7 pour cent de son produit national, auxquels le reste de la province ajoutait 20 pour cent, alors que le Katanga y intervenait à concurrence de 34 pour cent. Plus de la moitié du produit national du Congo provenait donc de ces deux seules provinces, et l'économie nationale apparaissait comme axée sur deux pôles de développement. Dans le détail, la part des deux métropoles peut être appréciée grâce aux chiffres indiqués au tableau ci-après :

Tableau

	<u>Léopoldville</u>	<u>Elisabethville</u>	<u>Reste du Congo</u>
% population . . . . .	2,5	1	96,5
Hôtels . . . . .	13	20	239
Cinémas . . . . .	15	7	66
Quotidiens . . . . .	2	3	2
Périodiques . . . . .	31	15	74
Entreprises bâtiment . .	92	120	351
" constructions			
métall. . . . .	23	13	31
Fabriques chaussures . .	4	2	2
Brasseries . . . . .	3	1	3
Cafés-tavernes . . . . .	320	152	433

En matière de transport, la politique belge avait favorisé Léopoldville en imposant l'exportation par "voie nationale" de la moitié des produits du Katanga. Ainsi les ports jumelés de Léopoldville (fluvial) et de Matadi étaient-ils arrivés à suivre immédiatement Mombasa, le plus grand port d'Afrique équatoriale. En 1959, le trafic du port de Léopoldville s'est élevé à 1.739.300 tonnes de marchandises, et celui de Matadi à 1.388.000 tonnes.

Le cas de Dakar est délicat à traiter, en raison de l'éclatement de la fédération dont elle fut longtemps la métropole. A l'heure actuelle, la presqu'île du Cap Vert (c'est-à-dire Dakar et ses environs) ne compte que 9 pour cent de la population active du Sénégal, mais ces 9 pour cent englobent 70 % des travailleurs du commerce et de l'industrie et plus de 50 % du personnel des autres activités du secteur moderne : transports, services, administration. Le secteur tertiaire est hypertrophié, avec plus des deux-tiers de la population active, quoique la presqu'île retienne 80 pour cent des effectifs industriels de la république et consomme 95 pour cent de l'électricité. D'une manière générale, les ports-capitales comme Abidjan, Accra, Luanda, occupent des positions économiquement semblables à celle de Lagos et Dakar. Il en va autrement de certaines capitales de l'intérieur. Nairobi et Salisbury sont de grandes agglomérations industrielles, mais elles ont, comme Léopoldville, à compter avec des rivales :

le port de Mombasa, pour l'une, le noeud ferroviaire de Bulawayo pour la seconde. Cependant, dans chaque cas, le couple des deux villes principales domine la situation aussi complètement que la métropole unique dans le cas des ports.

## CHANGEMENT DE BESOINS

### a) Services publics

Un point fondamental à retenir dans toute étude urbaine est que si les besoins de l'homme ne changent pas dans leur essence, les moyens de les satisfaire diffèrent radicalement suivant qu'il habite en brousse ou dans une grande ville, avec une situation intermédiaire de petite ville, plus proche de la première que de la seconde. Plus la ville est grande, plus il devient difficile, sinon impossible (la chose reste malheureusement possible, mais à quel prix !) de boire l'eau de la rivière, de marcher de la résidence au lieu du travail, de ramasser à terre le bois nécessaire à la cuisine et à la construction d'une case, de cultiver les plantes et d'élever les animaux nécessaires à l'alimentation, etc. Le malheur de beaucoup de villes d'Afrique tropicale est, en fait, qu'on s'est acharné beaucoup trop longtemps à y prolonger ces aspects typiques de la vie rurale, tandis que dans le monde en général, on s'est habitué à mesurer le progrès des villes au progrès de leurs services publics et de leurs industries, spécialement de l'alimentation et du bâtiment.

Lagos, à cet égard, présente des contrastes dans un tableau général plus favorable que celui de la plupart des agglomérations africaines. Le problème de l'eau a commencé à s'y faire sentir avec acuité dès 1898 et l'introduction d'une installation jugée trop coûteuse y a provoqué des émeutes en 1914. Durant la seconde guerre mondiale, la consommation par tête tomba à 18 gallons (81 litres) par jour, mais elle est remontée depuis à 25 et les travaux d'extension se poursuivent,

de sorte qu'on peut dire que la situation n'est pas mauvaise. Il faut remarquer que dans les ports, les besoins de la navigation passent au premier plan, de sorte qu'à Lagos, comme à Mombasa, le service de l'eau échappe à la municipalité. Pour l'électricité, Lagos vient en tête à un point de vue important : celui de la consommation africaine. La consommation depuis 1935 a été très semblable à celle de Léopoldville, mais la part des étrangers et de l'industrie dans cette consommation y est beaucoup plus faible que dans la capitale congolaise. Le nombre des autobus (en voie de rachat par la municipalité depuis 1958) et la longueur des voies macadamisées y sont inférieurs à ceux de Léopoldville mais néanmoins respectables pour une capitale africaine et surtout en proportion de ce qui existe dans le reste de la Nigéria. Quant aux nombres des passagers transportés, ils sont presque identiques dans les deux agglomérations.

Les anciens territoires français se distinguent par une grande unité de politique, en ce domaine, comme en beaucoup d'autres. Depuis 1946, une Caisse Centrale finance des organismes d'Etat ou mixtes dans le domaine du crédit, du bâtiment, de l'électricité, etc. L'eau, besoin crucial, a fait l'objet d'un effort touchant 93 centres urbains d'Afrique. Le volume d'eau distribué par habitant est monté à Dakar, de 95 litres par jour (24 gallons) en 1945 à 135 (30 gallons) en 1959. Il atteignait en 1956, 125 litres à Conakry, 65 à Abidjan et 60 à Bamako. L'amélioration du niveau de vie s'est exprimé non seulement en volume mais aussi dans la part croissante de la consommation individuelle, comparée à celle des bornes-fontaines. A Dakar, celles-ci ne comptent plus que pour 23,83 pour cent du débit et à Bamako pour 41,17 pour cent, alors que la proportion de 75 pour cent était de règle à la fin de la guerre.

A Nairobi, comme dans la plupart des villes d'obédience britannique, les services publics restent abandonnés à l'initiative privée, sauf celui de l'eau, assuré par un grand nombre de municipalités. La ville a commencé par racheter en 1922, pour la modeste somme de £ 20.000 (\$ 100.000) un réservoir absolument insuffisant construit

par le chemin de fer. De gros travaux ont été accomplis en diverses occasions depuis 1931 mais ils sont toujours restés en-deça des besoins et la consommation tomba de 20 gallons (90 litres) par habitant en 1938 à 9 seulement en 1945, avant de remonter à 25 en 1947 et redescendre à 14 en 1960. La consommation d'électricité a atteint en 1960 le chiffre de 226 millions de kilowatts, soit 900 par habitant (contre 300 à Lagos ou à Léopoldville), dont 234 de consommation domestique. Les autobus ont transporté 25 millions de passagers, soit 100 voyages annuels par habitant (contre 105 environ à Lagos ou à Léopoldville, 63 à Mombasa et 73 à Dar-es-Salaam).

b) Alimentation

Emile Zola a pu décrire Paris comme un monstre au ventre insatiable. Les grandes villes d'Afrique elles aussi ont des exigences alimentaires qui méritent de retenir l'attention, d'autant plus qu'elles se présentent sous des aspects extrêmement variés et souvent inattendus. La question du ravitaillement a des répercussions infinies, touchant aux domaines les plus divers : population, santé, commerce, industrie, acculturation, etc. L'opinion générale à ce sujet repose sur quelques idées dont les plus importantes remontent à Adam Smith. Elles peuvent s'exprimer par des équations simplistes, telles que : surplus de production agricole = ravitaillement pour les villes, ou un citadin de plus = un producteur de vivres en moins, ou encore dans le principe que la part de l'alimentation décroît avec l'amélioration du niveau de vie.

En Afrique tropicale, les circonstances locales modifient la situation alimentaire. L'exode rural s'est produit sans vérification de l'existence d'un surplus de production, cette vérification paraissant d'autant moins nécessaire que l'homme qui partait laissait souvent au village une femme qui était la véritable productrice agricole du ménage, et la part de l'alimentation dans les dépenses peut augmenter avec le niveau de vie, si celui-ci implique la substitution d'aliments importés aux produits locaux.



L'augmentation de la population urbaine n'a pas jusqu'ici créé de famines semblables à celles qui frappent périodiquement certaines métropoles d'Asie, bien plus nombreuses que les grandes villes d'Afrique tropicale. Dans un continent généralement sous-alimenté, leur existence présente des problèmes, mais ceux-ci sont d'ordre qualitatif plutôt que quantitatif. Il faut tout d'abord répéter qu'un essor vraiment équilibré des centres urbains réclame une production agricole plus élevée, faisant des campagnes un marché plus intéressant pour les produits des villes. Mais l'inverse n'est pas automatiquement vrai, les villes ne constituent pas nécessairement un marché pour les vivres des paysans, ceux-ci pouvant avoir intérêt à porter leurs efforts vers les cultures industrielles.

D'une façon générale, on constate en Afrique une tendance à préférer une alimentation de plus en plus occidentale dans ses éléments. La chose est en contradiction avec la géographie et les ressources naturelles mais elle se justifie physiologiquement aussi bien que psychologiquement. A travail égal et même identique, il faut non seulement salaire égal mais encore nourriture égale, et égale non seulement en quantité mais aussi en qualité et variété. L'importance de la révolution déjà accomplie dans ce domaine mérite d'être appréciée à sa juste valeur. Dans les anciens territoires français d'Afrique, par exemple, les importations de farine ont passé de 7.000 tonnes en 1913, à 115.000 en 1956, et à 150.000, c'est-à-dire plus de vingt fois plus, en 1960 (45). C'est que le salarié urbain veut manger du pain et l'on constate une correspondance étroite entre l'augmentation de la consommation de pain et celle des salaires. Ces exigences sont justifiées, car les céréales indigènes ne fournissent pas une nourriture aussi nutritive que le froment.

Le besoin de viande augmente également et il est presque aussi difficile à satisfaire par les ressources locales que celui du pain. Les régions côtières, berceaux de la plupart des grandes villes, sont presque toutes impropres à l'élevage. C'est pourquoi l'on voit maintenant des avions voler en éventail, portant la viande de la région

du Tchad jusqu'à Léopoldville et Accra. Il va sans dire que c'est là un moyen de transport coûteux, mais ceux qui ne peuvent pas s'offrir un tel luxe achètent de plus en plus de la viande salée, frigorifiée ou en conserves. D'autre part, la situation côtière de beaucoup de villes pousse logiquement à la consommation du poisson. Depuis une quinzaine d'années, cette question a retenu l'attention et la pêche industrielle s'est développée, surtout à Dakar, où l'on constate cependant que l'ouvrier sénégalais préfère la morue salée ou la sardine venue de mers lointaines au thon pêché en vue du Cap Vert.

L'essentiel est que si les villes ne sont pas nécessairement prêtes à manger ces produits, elles constituent en tout cas des centres préparés à les transformer en articles du commerce international.

#### o) Logement

Dans une grande ville moderne, le changement de besoins en logement est si important que l'habitation tend à devenir le trait le plus caractéristique du niveau de vie. C'est par là peut-être que la révolution industrielle a marqué le monde occidental de sa plus profonde empreinte. Ceci ne s'est pas fait sans peine, et lorsqu'on évoque les misères du dix-neuvième siècle européen ou américain, c'est en rappelant ses taudis. Les estomacs vides, les misères morales sont plus facilement oubliés. C'est qu'il est plus difficile de tricher avec le logement qu'avec tout autre élément du problème social.

Outre l'apparition de nouveaux types de logement, la révolution industrielle a provoqué dans le monde occidental l'apparition d'un système nouveau de ségrégation urbaine. Les quartiers anciens des grandes villes européennes rappellent encore le temps où vivaient côte à côte le noble dans son palais, le bourgeois dans sa maison et le pauvre dans sa mesure mais leurs quartiers nouveaux, comme ceux des villes américaines, sont beaucoup plus différenciés. "Le faubourg - écrit Lewis Mumford - fut un moyen pharisaïque de passer de l'autre côté : laissant l'organisme urbain lui-même dans l'ornière".

Un passé semblable à cet égard à celui des villes européennes survit encore dans les villes d'Afrique les plus anciennes ou les plus rebelles aux influences occidentales. Ibadan, Kano, le Vieux-Lagos même mêlent encore riches et pauvres en de nombreux quartiers et il y a lieu de tenir compte de cette tendance comme d'un élément important de la culture locale, reflétant un état d'esprit que certains plans d'élimination des taudis ont heurté avec des conséquences désastreuses. Ces quartiers anciens ne se distinguent pas seulement par leurs taudis, mais aussi par un certain genre de vie, impliquant une grande solidarité entre voisins de niveaux sociaux différents avec, notamment, au point de vue économique, des échanges de services importants.

Mais la question des quartiers anciens ne se pose que dans un petit nombre de grandes villes d'Afrique. Dans la plupart d'entre elles, la question du logement n'est qu'une question de bâtir des demeures en nombre suffisant pour les nouveaux venus qui ne cessent d'affluer en ville, question simple en apparence et qui pourtant n'a été nulle part résolue de manière satisfaisante. De gros efforts ont été partout accomplis pour améliorer les conditions du logement. Dans beaucoup de villes, on a créé des organismes spéciaux à cet effet, la plupart du temps des régies, munies de moyens et de pouvoirs étendus. On constate cependant que la situation reste critique, le point essentiel semble être que si les autres éléments du niveau de vie peuvent être satisfaits à bon compte, le logement lui exige des salaires beaucoup plus élevés que ceux qui ont actuellement cours en Afrique tropicale, sauf découverte révolutionnaire à accomplir dans ce domaine.

A Lagos, le problème du logement est dominé par le fait que le Vieux-Lagos est une île qui ne peut guère être agrandie, quoiqu'elle l'ait été un peu par des drainages. L'essence même de la vie traditionnelle est frappée quand on détruit les palais des chefs - bâtis sur le plan des maisons romaines, avec "atrium" et "compluvium" - et les demeures de leurs fidèles, disposées autour des palais en cercles fermés plutôt qu'en rues. Ce qui subsiste du vieux Lagos est

plein de charme et l'on ne peut que souhaiter qu'il en subsistera toujours quelque chose. Il était cependant difficile de résister à la froide réalité des chiffres qui indiquaient l'existence de 3.930 logements pour 28.518 habitants en 1871, et seulement 12.930 pour 126.000 en 1931. Une épidémie de peste aidant, le gouvernement créa en 1929 une régie autonome, qui s'attaqua immédiatement au foyer même de la peste, soit un territoire de 150 acres, peuplé de 30.000 habitants. Les clameurs des habitants néanmoins imposèrent l'arrêt des travaux au tiers du projet (19).

Après la guerre mondiale, le "Board" fut remis au travail et il mit en valeur trois faubourgs : Suru-Lere, Apapa et Ikoyi. Suru-Lere consiste en quatre complexes comportant respectivement les deux premiers : 987 maisons bâties au prix moyen de £ 633 (\$ 1.772) et louées 25 shillings (\$ 3,50) par chambre, grâce à un subside de 23 shillings, le troisième : 1.300 maisons bâties au prix moyen de £ 733 (\$ 2.052) et louées 16 shillings 6 pence (\$ 2,31), grâce à un subside de 33 shillings réservé aux travailleurs gagnant moins de £ 330 par an, le quatrième : 670 parcelles de 40 pieds sur 100, vendues la plupart à £ 280 chacune.

L'oeuvre du "Board" couvre peut-être dix pour cent des besoins de Lagos. On peut en juger en comparant au chiffre de 3.645 maisons bâties par lui en dix ans, celui de 4.853 autorisations de bâtir accordées au cours du dernier lustre. De plus, on lui reproche de traiter les ménages en entités isolées, de sorte que dans les nouveaux quartiers, ils se trouvent désemparés au milieu d'inconnus, situation familière dans le monde occidental mais exceptionnelle et éminemment déplaisante en milieu africain, même urbain. On constate enfin la perspective d'un problème politico-social qui pourrait naître du fait qu'une bonne partie du Vieux-Lagos est en train de passer en des mains étrangères, les habitants indigènes n'ayant pas les moyens de racheter leurs propriétés agrandies et aménagées aux conditions fixées par le "Board" (61).

A Léopoldville, comme dans la plupart des grandes villes coloniales d'Afrique, le problème du logement est essentiellement financier, les conditions géographiques ne présentant pas d'obstacles

invincibles et le terrain existant en abondance. Jusqu'à vers 1945, on peut dire que Léopoldville n'avait pas de problème sérieux en matière de logement. Deux "cités indigènes", familièrement connues sous le nom de "belges", avaient été bâties par les Congolais eux-mêmes, sur 8.000 parcelles de vingt mètres sur vingt-cinq allouées par le gouvernement.

La seconde guerre mondiale, malheureusement, fit passer la population de ces "cités" de 40.000 à 80.000 habitants et, en 1945, les Congolais prirent l'initiative d'étendre leur habitat en occupant de force les terres situées au sud de Kinshasa. En 1952, l'"Office des Cités Africaines" (O.C.A.) fut créé en vue de bâtir systématiquement des satellites dans les cinq principaux centres urbains de l'Afrique belge. De 1952 à 1960, l'O.C.A. a construit ainsi à Léopoldville cinq "cités" se chargeant en même temps des travaux publics (rues, égouts, etc.) nécessaires à leur bonne marche. Chacune des "cités" constituait du point de vue technique un perfectionnement de la précédente, l'oeuvre de la régie culminant à Lomba-Est, "cité" de 4.433 logements bâtis au prix moyen de 94.751 francs (\$ 1.895) et dotés d'une infrastructure qui faisait monter à 131.477 francs (\$ 2.629) le coût réel de chaque habitation (32).

L'O.C.A. a rencontré un plein succès sur deux points au moins : changer complètement la physionomie générale de l'agglomération d'une manière satisfaisante au point de vue technique, démontrer que l'habitant congolais de Léopoldville pouvait s'adapter assez facilement à des types de logement nouveaux pour lui. Avant 1952, presque toutes les "cases" étaient des constructions isolées et sans étage. L'O.C.A. a réussi à faire accepter non seulement les maisons accolées mais même les immeubles à appartements. Ceci dit du point de vue technique, il faut ajouter que l'oeuvre de la régie a suscité d'importantes critiques d'ordre socio-économique et même politique. Le problème du logement à Léopoldville n'a pas été résolu, l'O.C.A. n'étant pas parvenu à bâtir assez rapidement pour satisfaire les besoins d'une population en croissance rapide. De fait, les conditions dans les

anciennes "cités" ont empiré, puisqu'en 1960, elles comptaient 245.000 habitants (sur 1.930 hectares) au lieu de 222.000 en 1952, l'O.C.A. logeant 135.000 personnes sur 1.023 hectares. D'autre part, les habitants des nouvelles "cités" sont loin d'être satisfaits de leur sort. A la charge déjà lourde représentée par les loyers, il faut ajouter celle des transports publics et le manque à gagner que représente pour les femmes l'éloignement du marché central de la ville. C'est d'ailleurs dans cet éloignement du centre que réside la contradiction la plus évidente des principes qui ont inspiré l'oeuvre de la régie. D'un côté, on a voulu faire comme en Europe ou en Amérique, de l'autre on a rejeté le plus loin possible du centre la population indigène, c'est-à-dire qui n'a pas les moyens de mener la vie de faubourg caractéristique des classes aisées du monde occidental (61).

Dans les villes de l'ancienne Afrique française, le système de la location-vente prévaut et l'existence de la Caisse Centrale a permis, de créer des sociétés immobilières mixtes. A Dakar, 2.000 logements ont été ainsi bâtis en 1951-1957, au prix moyen de 700.000 francs CFA (\$ 4.000) et 600 en 1958, au prix moyen de 1.500.000 francs (\$8.500), presque tous en une seule agglomération située au nord de l'ancienne "Medina". Ces chiffres restant très en-dessous de ceux de l'immigration, l'initiative privée a multiplié les expériences dont la plus sensationnelle fut celle des "maisons-ballons", extraordinairement économiques mais peu appréciées par la population africaine.

A Nairobi, l'essor du bâtiment, comme d'autres traits caractéristiques de cette ville, reflète l'importance de la population européenne et, dans une moindre mesure, indienne. Les édifices construits de 1950 à 1960 sont évalués à £ 60 millions (\$ 168 millions) et la valeur taxable des propriétés est passée de £ 2,8 millions (\$ 7,84) en 1944 à 21,5 en 1951 (\$ 60,2) et à 70 (\$ 191) en 1960. La Municipalité possède un système étendu de résidences pour Africains, évaluées en 1956 à £ 1.828.000 (\$ 5.184.000) groupées en "domaines" proches du chemin de fer. La plupart d'entre eux, néanmoins, sont logés tant bien que mal dans les dépendances des maisons de leurs maîtres.

## PRIX ET SALAIRES

### a) Prix

En Afrique, à raison de la pauvreté de l'appareil de distribution, l'urbanisation a une influence exceptionnelle sur le système des prix. Plus l'agglomération est importante, plus le prix des biens importés et des produits industriels locaux tend à être bas, tandis que le prix des produits agricoles et artisanaux tend à y être haut. Les premiers deviennent meilleur marché parce qu'ils bénéficient d'un meilleur système de transports, d'une organisation commerciale plus efficace, de possibilités de stockage permettant la régularisation des prix. La grande ville offre en outre un champ d'action à des activités auxiliaires ou spécialisées qui facilitent celles des autres entreprises : service d'eau, électricité, transports urbains, garages, entreprises de construction, réparations, etc. et leur font faire des économies. L'instabilité des prix des vivres et des articles à exporter, qui constitue un problème majeur des économies africaines, diminue avec l'importance de la ville, offrant aux premiers un marché plus étendu, et aux autres des possibilités de stockage. Alors que dans une petite ville, une bonne récolte provoque la hausse immédiate des articles offerts par un trop petit nombre de magasins trop petits, la métropole africaine est déjà assez développée pour diminuer la rigidité de cette liaison à court terme.

Au stade actuel du développement de l'Afrique, la proximité de la mer agit d'une manière très semblable à celle de la dimension de la ville. Les produits manufacturés sont le plus souvent fabriqués outre-mer et beaucoup de centres industriels sont en même temps des ports. Une fois ces conditions réunies, le prix de vente tend à augmenter avec l'éloignement du port-métropole. Inversement, le prix des produits du cru tend à être plus bas aux lieux de production situés dans l'intérieur mais même dans ce domaine, les villes de l'intérieur perdent souvent leurs avantages si l'on considère la variété.

L'habitant de Kano peut avoir à bon marché les arachides cultivées par les paysans d'alentour, mais il ne jouit d'aucun avantage sur celui de Lagos quand il s'agit de cacao ou d'huile de palme produits à mi-chemin entre les deux villes. Il convient de remarquer que même entre deux ports de mer, la plus grande ville jouit généralement de l'avantage de frets moins élevés, la navigation déployant la même tendance à la concentration que les autres activités économiques modernes (11).

Placé devant cette structure des prix, le travailleur de la grande ville doit absolument toucher un salaire plus élevé. Les articles importés ou manufacturés sont moins chers pour lui, mais aussi plus nécessaires. C'est le haut niveau de vie devenu obligatoire, car au niveau inférieur il n'y a plus que chômage et misère, sans échelon intermédiaire puisque les produits du cru deviennent inaccessibles aux petites bourses.

b) Salaires

Le travail est une notion dont la complexité échappe facilement à l'observateur non averti. Il a des aspects techniques et des aspects sociaux qui sont en réalité inséparables (37). Karl Marx a montré comment le moulin à bras appelait le suzerain et la machine à vapeur le capitalisme industriel. Depuis lors, les techniques ont évolué au point que le Professeur L. Wirth a pu suggérer que les conditionnements multiples des milieux très évolués au point de vue technique créaient un genre de vie spécial, le genre de vie urbain. L'homo rusticus, dans un tel milieu, tend à disparaître mais son passé laisse des traces sensibles dans le problème du travail tel qu'il se présente dans les pays à faire "décoller" : la composition, la nature et la distribution de la main-d'oeuvre influent sur le rythme du travail, le rendement, la productivité, les attitudes syndicales, la vie en dehors de l'atelier. L'environnement a une importance capitale, tant pour le travailleur, dont l'existence est conditionnée par le climat, l'habitat, l'équipement de sa ville, ses ressources en logement, transports, distractions, etc., que pour l'entreprise, qui opère



dans un complexe localisé où elle imprime sa marque. Dans certains cas, cette marque est si forte que la ville n'apparaît plus que comme une annexe de l'industrie locale.

A notre point de vue, ce qui importe le plus, c'est le niveau de vie, c'est-à-dire le résultat humain, la mesure de l'efficacité de l'entreprise au point de vue social. En Afrique, ce niveau de vie est particulièrement délicat à mesurer car il faut utiliser des techniques d'appréciation occidentales dans un milieu où les valeurs ne sont pas les mêmes, où la vie est vue sous un autre angle, moins rationaliste et matérialiste qu'en Occident. De plus, les moyennes sont en Afrique plus éloignées encore des réalités qu'en Occident. On perd en fait son temps en usant de moyennes englobant à la fois Africains et étrangers, dès que ceux-ci sont en nombre suffisant pour faire pencher la balance avec leurs gros revenus.

Nous arrivons ainsi au point le plus caractéristique du problème du travail en Afrique tropicale, la disparité des salaires entre Africains et étrangers, disparité dont on accuse souvent le "colonialisme" mais qui existe en dehors des colonies. Cette disparité ethnique des revenus, quelle que soit sa justification, a des conséquences innombrables, imposant des genres de vie différents et se perpétuant par le raisonnement qu'un genre de vie inférieur appelle un salaire inférieur. Elle se complique d'une disparité entre prix et salaires locaux plus grande que celle qui existe ailleurs, opposant non seulement les citadins aux ruraux, mais même les habitants des grandes villes ou des ports importants à ceux des petits centres urbains.

Vu cette situation, les travailleurs urbains sont moins privilégiés qu'il ne paraît à ceux que le mirage des hauts salaires pousse vers les métropoles. A Lagos, le salaire moyen du manoeuvre est plus élevé que partout ailleurs en Nigéria (£ 6/8 = \$ 19,40 par mois en 1959) mais la différence n'est grande qu'avec la province intérieure du Nord (4,5 contre 6,5 dans l'Ouest et l'Est). De plus, la différence est renversée pour l'ouvrier qualifié, sauf dans l'Ouest,

c'est-à-dire autour de Lagos (£ 12/2 = \$ 34,16 de salaire moyen, contre 12/7 dans le Nord, 13/6 dans l'Est et 10/8 dans l'Ouest).

D'autre part, il faut tenir compte de la hausse des prix, qui affecte particulièrement l'ouvrier non spécialisé. A Accra, on a calculé que le manoeuvre a subi du fait de l'inflation des réductions de son niveau de vie allant jusqu'au tiers en 1941, 1945 et 1951. Son salaire de 1958 et 1959 s'élevait à 5/6 = \$0,77 par jour, avec un index des salaires de 367 et un index des prix de 358 par rapport à 1939 (9).

Au sud de l'Equateur, conformément à une pratique paternaliste, la rémunération est généralement divisée en salaire proprement dit et indemnités payées parfois en nature. Au moment de l'indépendance, les salaires avaient été régulièrement augmentés depuis une dizaine d'années. Leur masse, pour les entreprises de plus de 500 travailleurs, avait monté de 185 pour cent, tandis que le niveau de l'emploi avait augmenté de 15 pour cent seulement et celui des prix de 24 pour cent. Cette augmentation remarquable des salaires a été absorbée en partie par un changement radical dans le genre de vie. A Léopoldville surtout, il était devenu de plus en plus difficile pour le ménage citadin de se procurer des revenus supplémentaires par le jardinage, la récolte du bois, etc. L'éventail des salaires était exceptionnellement large, rejoignant les niveaux des salaires en Belgique pour les ouvriers qualifiés, mais la majorité des travailleurs était, comme partout en Afrique, de simples manoeuvres. Au début de 1960, la rémunération totale de ceux-ci atteignait 45,20 francs (\$ 0.81), soit :

Salaire	Frs. 24,80
Ration	13,20
Logement	7,20

Après l'indépendance, le gouvernement de Léopoldville décida des augmentations qui s'avérèrent justifiées car elles permirent à l'industrie locale de prospérer en dépit des difficultés politiques.

Les anciens territoires français ont bénéficié d'une politique des salaires très étudiée qui a abouti à leur donner des taux élevés, avec de grosses différences locales, l'Afrique occidentale dépassant le niveau du reste de la Communauté et les ports dépassant celui des villes de l'intérieur. En 1960, Abidjan rejoignit Dakar avec un salaire minimum de 40 francs CFA (\$ 0.18) par heure. Conakry est ainsi tombée au troisième rang mais avec une différence par rapport à Dakar moindre qu'en 1949.

A Nairobi, les salaires dépassent ceux des autres villes du Kenya (1959 : 95/- = \$ 13.30 de minimum mensuel, contre 93/50 à Mombasa) mais l'indemnité de logement est supérieure à Mombasa (27/- = 3.7 contre 24/50). En 1953, la moitié des travailleurs du secteur privé et un quart de ceux du secteur public gagnaient moins que le minimum vital, tout en envoyant à leurs parents en brousse des secours sans contrepartie. Aussi jeûnaient-ils régulièrement en fin de mois, quoique 72 pour cent de leurs salaires (50 % de plus que prévu au budget type) passaient à l'alimentation (43).

#### DETribALISATION

Les problèmes sociaux des villes présentent une analogie fondamentale avec leurs problèmes économiques. Cette fois encore, il s'agit de se maintenir à un niveau élevé, sans plus pouvoir compter sur les institutions tribales. De là le caractère progressif des sociétés urbaines - de là aussi, le danger d'y voir certains succomber aux solutions faciles du parasitisme, de la délinquance et du prophétisme. L'inefficacité des recettes traditionnelles fait que le contraste ville-brousse est généralement considéré comme fondamental en Afrique. A l'opposition des genres de vie correspond une différence de mentalité qui s'exprime dans les aspirations politico-sociales : le rural cherche à améliorer sa vie par les écoles, dispensaires, centres communautaires, etc., le citadin pense plutôt à se débarrasser des chaînes qui retardent son évolution. Il ne faut pas exagérer cependant,

ville et brousse sont des vases communicants entre lesquelles l'opposition n'est pas totale. C'est leur union qui a permis l'indépendance, quoiqu'il soit encore trop tôt pour prouver aux critiques que cette union n'était pas purement momentanée.

Socialement parlant, la différence la plus facile à apercevoir entre ville et village est que toute ville comporte des représentants de nombreuses tribus. Mais là encore, le contraste n'est pas absolu. D'une part, le village peut très bien comprendre des résidents étrangers, et la brousse connaît aussi des villages juxtaposés d'ethnies différentes. D'autre part, les villes africaines ne sont pas des "creusets". Il y a co-existence beaucoup plus que mélange, comme dans les villes d'Amérique du Nord, au sujet desquelles la même erreur est souvent commise. Ce qui semble bien établi, c'est que la vie urbaine pousse à l'unification des cultures tribales, effectuée principalement en deux sens. D'abord, les différences et antagonismes s'estompent entre ce qu'on peut appeler les sous-tribus. De puissantes organisations ont unifié les Yoroubas de Lagos (l'"Egbe Omo Oduduwa") et les Bakongo de Léopoldville (l'"Abako"), pour ne citer que les plus remarquables. Ensuite, les gens de tribus diverses, cherchant une solution aux problèmes de la vie urbaine sont souvent amenés à accepter la coutume d'une tribu particulière, qui devient ainsi socialement prédominante.

A Lagos, la prépondérance de l'élément Yorouba se manifeste jusque dans les familles d'origine sierra-léonaise ou brésilienne, qui s'identifient exclusivement aux Yoroubas pour adopter des noms, témoignage de sentiments nationalistes, vêtements et autres. Mais le grand facteur de la prépondérance yorouba est la propriété foncière, le Vieux-Lagos étant resté propriété de familles bien décidées à ne pas le soumettre au droit commun d'Angleterre, qui règne théoriquement depuis 1861. Sur 15.000 propriétés, 2.900 seulement y ont été enregistrées conformément à la loi écrite. On peut comparer ce chiffre à celui de Khartoum-Ondurman, qui est de 47.000 (49).

A Léopoldville, l'administration coloniale et les missions ont tout fait pour favoriser le mélange des tribus. Elles ont imposé un langage, le Lingala, étranger à la majorité locale Bakongo (30) et réparti la population en "parcelles" dont chacune compte souvent des représentants de plusieurs tribus. Malgré tout, cette dernière situation (qui dépasse les intentions de l'administration, puisque la parcelle ne doit être en principe habitée que par une seule famille), n'existe que par nécessité et - indice caractéristique - n'empêche pas que presque tous les mariages prennent place au sein d'une seule tribu (28). En même temps que chacun reste sur sa position tribale, tous s'unissent pour élaborer une coutume urbaine, où l'influence bakongo se retrouve dans la famille matrilineale et, surtout, dans la généralisation de la dot, acceptée même par les gens du Lac Léopold II qui ne la connaissent pas dans leur milieu d'origine. En fin de compte, la prépondérance bakongo à Léopoldville est plus grande que celle des Yoroubas à Lagos, comme on peut peut-être le mesurer à l'influence de l'"Abako", qui est devenue une grande puissance politique, comparée à celle de l'"Egbe Omo Oduduwa", demeurée simple association culturelle. A Dakar, le gouvernement du Sénégal a tenu à restreindre l'influence de l'élément local Lebou par un décret récent qui exclut du territoire municipal les villages homogènes de cette tribu qui y étaient précédemment inclus, mais le plus grand obstacle à une prépondérance tribale est sans doute l'Islam, divisé en confréries plutôt qu'en tribus. A Nairobi, toute possibilité de prépondérance kikuyu a été énergiquement niée par l'administration coloniale, jusqu'au jour où l'affaire du Mau-Mau l'a fait changer radicalement d'opinion et procéder à des expulsions massives de membres de cette tribu.

## LA FAMILLE,

cellule fondamentale de toute société, joue le rôle de citadelle assiégée des traditions tribales. La société traditionnelle africaine était fondée sur deux piliers : l'ancêtre et l'enfant, et leur garde était confiée à une famille du type "étendu" plutôt qu'au couple du monde occidental. Le mariage y revêtait un caractère social, où le couple s'effaçait devant les deux lignées procédant à un échange de services : l'une donnant une fille susceptible de procréer au profit de l'autre, l'autre recevant en symbole de compensation une dot que souvent d'ailleurs elle rendait plus tard à l'occasion d'un mariage en sens opposé.

Le milieu urbain sape une telle conception du mariage, étrangère aux réalités économiques et sociales imposées par les occidentaux. La dot, cependant, est restée, elle s'est même généralisée, tout en prenant un aspect financier qui tourne en fléau une institution vénérable, et l'enfant, âme de la société africaine, reste en ses premières années imperméable aux influences étrangères. De fait, moins le milieu urbain se prête au maintien des traditions, plus on tend à faire élever l'enfant au village, tendance qui trouve son apogée à Nairobi et à Salisbury. Mais la vie urbaine fait bon marché des sentiments de l'adolescent ainsi élevé, la réserve traditionnelle observée dans les relations entre sexes y devient impossible et la danse y perd son caractère religieux. L'absence d'un système défini d'initiation surtout pose à celui qui approche de l'âge adulte des problèmes dont le monde occidental s'est habitué à souffrir mais qui ne lui donne aucun prestige et tendent seulement à produire des personnalités "marginales", sinon des délinquants.

Dans ces conditions, la culture traditionnelle garde aux yeux du citadin le plus résolument progressiste le prestige d'avoir seule résolu le problème de l'éducation globale. De là des efforts conciliatoires

comme ceux des cultes "synchrétiques" (y en a-t-il d'autres ?), fondés sur l'idée que le missionnaire occidental ne s'adresse pas à l'homme total, ce que certains habitants de Brazzaville expriment en disant "nous ne savons plus si nous sommes encore des Bakongo, des Bassoundi, des Balari" (5). On remarquera cependant que ces cultes ne satisfont nulle part plus qu'une minorité de la population, minorité caractéristiquement confinée à Lagos aux quartiers habités par les plus pauvres des plus récents immigrants et comptant partout une forte proportion de femmes.

#### ACCULTURATION

##### a) Problème général

Le problème social du développement, dont l'urbanisation est un aspect, est celui d'une différenciation sociale accrue et étendue au domaine économique. Toute société urbaine consiste dans le croisement d'une stratification sociale verticale et d'une stratification horizontale (42). Elle peut ainsi se représenter par un quadrillé dans lequel figurent des organisations verticales : gouvernement, armée, église, commerce, industrie, etc. en nombre infini mais chacune fortement intégrée, tandis que les classes sociales sont représentées par des bandes horizontales dont l'intégration est entravée par les barrières que posent les organisations verticales.

Un village, bien entendu, peut aussi se représenter en quadrillé, mais celui-ci comportera beaucoup moins de carrés et surtout (car c'est là le problème du nouveau-venu en ville, quel que soit le pays) il n'impose pas à l'individu le même effort de désarticulation. En ville, le nouveau-venu doit apprendre à jouer des rôles divers à des niveaux différents : un commerçant, par exemple, peut jouir d'un rang moyen dans sa profession, d'un rang supérieur dans son église et du rang inférieur de simple électeur dans le monde politique - le tout en même temps. Une telle désarticulation impose un effort psychique qui aboutit parfois à la schizophrénie, mal classique des sociétés hyper-civilisées.

Les sociétés coloniales n'apportent aucun remède à ce problème en proclamant l'existence de deux castes, la blanche et l'autre, en niant en même temps celle des classes, attitude qui persiste après l'indépendance quand celle-ci est monopolisée par la caste blanche, comme ce fut le cas aux Etats-Unis en 1776 et en Afrique du Sud en 1961. Une simplification aussi outrancière ne peut qu'aboutir à la recherche de compensations illusoire, comme celle du planton qui répondait fièrement à ceux qui le regardaient de trop haut : "N'oubliez pas que je suis un évêque".

Une fois définies les cases à lui ouvertes dans le quadrillé, le nouveau citoyen doit trouver le moyen d'y entrer. Or les carrières indépendantes sont en ville des carrières privilégiées. Il faut donc le plus souvent recourir au contrat d'emploi et s'engager ainsi dans un cycle infernal. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le nouveau-venu s'accroche autant que possible au cadre du souvenir de son organisation tribale, et en même temps qu'il obtienne de celle-ci une protection de moins en moins effective. La plus élémentaire des réactions de ce type consiste à garder au village la femme et les enfants, situation encore très commune en des villes comme Nairobi, Salisbury, et Bulawayo, où elle a été encouragée par une politique coloniale à courte vue.

Ce qui, par contre, est vraiment étonnant, c'est la promptitude avec laquelle les ex-ruraux ont constitué des cadres de substitution, dont le premier est l'association tribale. Celle-ci, il ne faut jamais l'oublier, diffère radicalement de tout organisme réellement tribal, puisqu'elle est fondée sur un contrat, procède à l'élection de ses chefs et ne survit que par le versement de cotisations monétaires. De fait, les cadres de substitution foisonnent dans toutes les villes d'Afrique, au point d'éveiller souvent la méfiance des autorités : associations professionnelles, religieuses et politiques au niveau le plus élevé et le mieux intégré, tontines et autres formes de secours mutuel, qui ont souvent leur siège dans un bar-dancing, parmi des groupes



plus restreints. Ces associations jouent un rôle capital dans le processus d'adaptation des nouveaux-venus au milieu urbain, tout en faisant aux organismes officiels (écoles, églises, etc.) une concurrence que ces derniers apprécient peu. C'est que leur action, souvent plus profonde, pêche inévitablement du point de vue de l'orthodoxie. On peut croire d'ailleurs qu'elles perdront de leur importance - sinon de leur popularité - avec la diffusion de l'enseignement, qui lui-même est le plus souvent une forme d'action soit étatique soit missionnaire.

#### b) Enseignement

L'acceptation de l'école est en elle-même une forme remarquable d'adaptation, dans laquelle les villes se distinguent encore de la brousse par une avance considérable. Il ne faut pas oublier que l'école de type occidental exige des parents la renonciation à une part appréciable de leur influence et de leur désir de voir se perpétuer les traditions ancestrales. Les chiffres de la scolarité indiquent d'ailleurs des différences importantes d'une ville à l'autre, qualitatives aussi bien que quantitatives.

Anglais et Belges se sont retrouvés dans une politique d'encouragement à l'enseignement privé qui provoque à Lagos une féconde émulation entre les sectes en même temps qu'un certain cloisonnement d'ordre social et des problèmes mineurs comme celui du transport journalier de 19.000 enfants dont les parents demeurent fidèles à leurs écoles d'origine malgré leur déplacement vers d'autres quartiers. Mais Lagos est restée longtemps en retard au point de vue numérique, la position coloniale anglaise étant que l'enseignement est affaire privée et payante et que les programmes doivent être ceux de la métropole sans aucune adaptation aux besoins locaux. Dans ces conditions, Lagos ne pouvait avoir qu'une élite remarquable mais peu nombreuse, dont la dernière génération eut le mérite de retourner d'elle-même à un grand nombre de traditions. L'enseignement ayant été déclaré obligatoire et gratuit en 1957, les effectifs scolaires passèrent de 38.072 en 1956, à 63.064 en 1958.

A Léopoldville, les Belges ont tenu à donner à l'enseignement un caractère local, marqué par l'emploi du Lingala comme langue inter-tribale. Aussi la scolarité atteignit-elle un taux proche de 100 pour cent pour les garçons, jusqu'au moment où l'augmentation de la population d'âge scolaire dépassa les possibilités d'expansion des écoles. Il est à remarquer que malgré l'insistance des autorités à encourager l'emploi du Lingala, la pression des parents impose l'usage généralisé de la langue française dans l'enseignement.

Cette connaissance d'une langue européenne est un des traits qui différencient les agglomérations urbaines des populations rurales d'Afrique, quoique les visiteurs occasionnels aient le tort de minimiser l'importance des langues africaines, sans lesquelles ils ne peuvent jamais atteindre qu'une minorité peu représentative de la population. Il n'existe malheureusement de statistique à ce sujet que pour Dakar où 48 pour cent des hommes et 9 pour cent seulement des femmes parlaient français en 1955. Quant à l'organisation de l'enseignement, Dakar reflète la politique française de primauté de l'enseignement de l'Etat mais la présence d'une majorité musulmane de plus de 92 pour cent aurait suffi à minimiser les différenciations d'ordre religieux.

#### c) Classes sociales

L'enseignement d'inspiration occidentale ne peut que renforcer la prise de conscience de classe que les circonstances économiques rendent inévitable. Celle-ci, comme toujours, a commencé au niveau supérieur, et Lagos en particulier possède une élite où beaucoup de familles ont derrière elles jusqu'à quatre générations sorties des meilleures écoles d'Angleterre même. Statistiquement parlant, cette élite se reconnaît à une combinaison de traits tels que l'emploi (professionnels et fonctionnaires), le revenu moyen (£ 1,472 = \$ 4.281 par an), la consommation d'électricité (supérieure à 600 kilowatts par mois) qui distingue entre 7,6 et 9,5 % de la population. En revanche, malheureusement, de deux-tiers aux trois-quarts de la population de Lagos ne semblent pas

avoir rompu le cercle vicieux des traits qui en font un sous-prolétariat : habitation-taudis, consommation d'électricité en dessous de 100 kilowatts par mois, analphabétisme généralisé des femmes. Entre ces deux extrêmes évoluent des familles dont la situation intermédiaire est rendue précaire par le bas niveau des salaires et, pis encore, le manque de sécurité des emplois.

A Léopoldville, on pouvait distinguer déjà pendant la guerre, un groupe intéressant de 3.000 commerçants et artisans africains, le gouvernement colonial fit ensuite état de leur existence pour se targuer d'avoir créé une "classe moyenne" intermédiaire entre les castes blanches et noire. Il s'agissait plutôt de réussites individuelles qui auraient placé certains Congolais à un rang honorable de la société coloniale si le régime des castes l'avait permis, tandis que la plupart des "colons indigènes" (comme les Belges les appelaient) ne se distinguaient guère de la masse du sous-prolétariat.

Dans les territoires français et portugais, la tolérance raciale a facilité l'évolution vers un système de classes et la comparaison des villes anciennes du Sénégal, de l'Angola et de l'Océan indien avec toutes les autres montre qu'en ce domaine le temps joue de manière semblable partout. Leur exemple - comme celui des villes afro-américaines, - indique la voie que suivront probablement les sociétés urbaines d'Afrique d'origine plus récente, sauf révolution complète dans leurs structures économique et sociale.

#### d) Condition de la femme

De tous les phénomènes accompagnant la révolution urbaine en Afrique, le changement de condition des femmes est le plus remarquable, en dépit de grosses différences locales à cet égard.

Dans le domaine du travail, on est frappé du contraste entre l'effacement des femmes à Léopoldville et leur ubiquité à Lagos. A Léopoldville, d'ailleurs, la situation mériterait d'être étudiée car les autorités belges ont peut-être sous-estimé le rôle des femmes dans la vie congolaise.

Le fait est qu'elles ont pris une grande part à la renaissance des sectes prophétiques pendant la guerre et au mouvement nationaliste qui l'a suivi, en dépit du caractère inférieur de l'instruction qui leur était offerte et, particulièrement, de l'impossibilité pour elles d'apprendre à parler français.

A Lagos, le recensement de 1950 avait enregistré 32.026 femmes gagnant leur vie dans le commerce, 9.695 en d'autres activités privées, et 261 au service de l'Etat, sans faire de distinction entre salariées et femmes travaillant à leur propre compte. Les enquêtes de septembre 1958 et 1959 révèlent à tout le moins l'augmentation considérable du personnel féminin salarié de l'Etat :

<u>Employeur</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>
Gouvernement	1.400	1.800
Privés, régies	1.400	2.200

On remarque la présence d'un nombre respectable de femmes dans la catégorie professionnelle à appointements élevés (1.376, contre 7.404 hommes) tandis qu'à l'opposé, les femmes préfèrent continuer la vie de marché. Il faut noter qu'existe une hiérarchie couronnée par l'Iyalode ("reine des marchés"), chef reconnu venant immédiatement après l'Oba (roi). Ces femmes des marchés, une sur dix au moins, jouent un rôle important au point de vue politique et social aussi bien qu'économique.

Les femmes, dans une telle situation, sont privilégiées en ce sens qu'elles peuvent plus facilement maintenir l'indépendance individuelle que les hommes qui sont obligés de sacrifier à un employeur anonyme. Quand, comme c'est surtout le cas en Afrique occidentale, la coutume en fit de tout temps une commerçante responsable, partenaire active dans un système économique bien organisé, elle arrive à satisfaire ses ambitions économiques et sociales dans une heureuse combinaison des deux mondes. A Lagos, surtout, l'Iyalode trône toujours à la gauche du roi lui-même, concrétisant l'importance des 15.000 femmes de marché,

tandis que celles qui préfèrent un genre de vie résolument nouveau, occupent déjà plus de 4.000 emplois de bureau, dont 1.376 (c'est-à-dire une proportion considérable) dans la catégorie supérieure. D'autres combinaisons du passé et du présent se rencontrent à Lagos dans des manifestations artistiques, telles que la danse "high life", les cérémonies familiales : naissances, mariages, décès, etc. Partout les femmes semblent avoir joué un rôle essentiel dans l'élaboration de cet heureux syncrétisme.

Au Congo, malheureusement, cette évolution est retardée dans les deux sens. Le commerce de marché est moins bien organisé et moins lucratif, tandis qu'en dehors de Brazzaville, l'école au-delà du niveau le plus élémentaire reste presque inaccessible aux filles. La coutume connaissait les associations de femmes mais celles-ci, en se reconstituant en ville, souffrent de n'avoir jamais joui du prestige des associations yoroubas. La vie nouvelle demeure ainsi centrée autour des bars-dancing.

A mi-chemin entre le néo-tribalisme de Salisbury d'une part, le raffinement de Lagos d'autre part, les femmes de Léopoldville et de Brazzaville contribuent de leur mieux à l'élaboration d'un genre de vie nouveau dont le plus grave défaut - comme tout ce qui a été touché par le Midas occidental - est d'être coûteux, mais qui peut déjà se glorifier de belles réalisations musicales et chorégraphiques. C'est déjà quelque chose que d'avoir - contre vents et marées - maintenu la vérité de l'antique dicton : "Quand le soleil se couche, toute l'Afrique danse".

#### ADMINISTRATION MUNICIPALE

L'existence de grandes capitales multi-fonctionnelles présente des problèmes tellement sérieux que les principales métropoles du monde ont été dotées de régimes spéciaux, différents de ceux qui s'appliquent

aux autres villes de leurs pays respectifs. Cependant, comme les villes d'Afrique tropicale sont encore loin d'atteindre la population et l'importance de ces métropoles, l'usage est de leur appliquer des chartes semblables à celles des villes de second rang d'Europe. C'est ce qu'Anglais, Français et Portugais ont fait de manière systématique, à la différence des Belges, qui ont cherché à innover dans leur colonie du Congo. On constate ainsi de pays en pays des différences dans la hiérarchie municipale, son mode d'accession au pouvoir, ses attributions et ses ressources qui correspondent aux différences existant déjà en Europe.

D'autre part, la question du type d'administration adopté a acquis une importance croissante, non seulement parce que les villes ont crû en importance mais encore parce que les plans modernes de développement accordent une place sans cesse grandissante à l'Etat et à ses subdivisions dans la sélection des travaux à entreprendre, leur financement, leur exécution et leur administration. La planification est apparue indispensable pour attirer les capitaux étrangers et pour les utiliser à bon escient; l'exécution d'un plan, quelle que soit la philosophie qui l'inspire, dépend d'un pouvoir stable, soutenu par une administration compétente, capable de soutenir l'effort et de le prolonger pendant le temps nécessaire au "décollage". Inutile de dire qu'à l'échelle nationale, beaucoup de pays éprouvent des difficultés à trouver des cadres complets et compétents pour tous les départements du gouvernement central.

#### Fonctionnement interne des municipalités

Considérant que les municipalités africaines, quand elles sont organisées, le sont suivant des modèles européens, on ne peut qu'admirer la manière dont elles se sont généralement acquittées de leur tâche. Il ne faut pas oublier que d'un côté, leurs fonctionnaires et administrés avaient été élevés dans une tradition de pouvoir généralement indivisible, et en tout cas pas divisible en étages, municipal, provincial et central.

De l'autre côté, leurs éducateurs étaient des fonctionnaires placés dans une position fausse, puisqu'ils occupaient la place d'autorités qui, en Europe, étaient élus et que d'ailleurs, le fonctionnement des institutions municipales leur était rarement familier.

Lagos, à ce point de vue, a bénéficié d'une administration anglaise, nourrie dans ses débuts de libéralisme gladstonien et encore animée par la suite d'une véritable mystique du gouvernement local, toujours regardé comme un idéal à souhaiter, sinon comme un régime à appliquer dans l'immédiat (19). Dans l'esprit du nationalisme nigérien, l'indépendance municipale a été unie à l'indépendance nationale avec une constance et une fermeté qui ont manqué même dans beaucoup de colonies britanniques.

Le gouvernement colonial, pour sa part, a poursuivi une politique d'acclimatation des institutions municipales anglaises commencée, dès 1909, par la création d'un comité consultatif et jalonnée par l'élection à partir de 1919, d'un certain nombre de conseillers municipaux, auxquels toute la municipalité a été remise en 1950. Quatre chefs coutumiers, néanmoins, sont membres de droit du conseil, dont l'oba lui-même est président honoraire. La police, qui est institution fédérale, l'eau, l'électricité et le logement, confiés à des régies, restent en-dehors de la juridiction locale, qui s'étend par contre à l'enseignement et aux transports publics.

Le budget de Lagos pour 1959-1960 (année fiscale commençant le 1er avril) s'élevait à £ 890.870 (\$ 2.295.000), dont £ 540.900 fournies par la seule taxe des "rates", qui frappe les occupants d'immeubles, £ 74.800 de recettes des services publics et £ 185.510 de contributions du gouvernement. En 1952-1953, ce budget n'était que de £ 537.000 (\$ 1,5 million) et la Banque internationale ne prévoyait pas qu'il monterait en 1959-1960 au-dessus de £ 723.000, mais les "rates" ont rapporté bien plus que les £ 430.000 prévus par sa mission. Ces "rates", en droit administratif anglais, constituent un monopole des municipalités.

Leur introduction aux colonies a soulevé des objections, dont l'une est que les immeubles n'y constituent pas une assiette d'impôt comparable à ce qu'elle est en Europe, et l'autre qu'ils tendent à décourager les propriétaires de mettre leurs terrains en valeur.

A Léopoldville, le désir d'innover s'est malheureusement traduit par une lenteur excessive à organiser le régime municipal. Il fallut attendre 1922 pour voir établir un comité urbain purement belge et consultatif, et 1945 pour lui trouver un parallèle congolais, le "conseil de cité". En 1957, enfin, le territoire de la ville fut divisé en treize "communes" avec des conseils élus, mais toujours contrôlés par le "commissaire de district" qui administrait la ville depuis 1922, quand elle avait quinze fois moins d'habitants. Ce système avait été préconisé dès 1948, dans une thèse présentée à Oxford (19), mais les temps avaient changé depuis lors et la population ne pouvait plus regarder cette réforme sous l'angle municipal qui lui convenait. Puisque c'était la première fois que des élections avaient lieu au Congo, des hommes du calibre de M. Kasavubu se présentèrent devant les électeurs, et ne gagnèrent que pour se faire révoquer à raison de leurs activités d'ordre national plutôt que local.

Léopoldville avait été dotée par les Belges d'un budget considérable mais artificiel, comportant en 1953 : 44 millions de francs de recettes (\$ 880.000) et 78,7 millions de subsides (\$ 1.574.000) au budget ordinaire, 20 millions d'emprunt (\$ 400.000) et 25 millions de subsides (\$ 1/2 million), à l'extraordinaire. Les taxes, au nombre de 22, frappaient non seulement toutes les activités lucratives mais encore les personnes mêmes, sous formes d'impôt de capitation pour les hommes et d'impôt spécial pour les femmes "vivant théoriquement seules". La ville maintient son propre corps de police mais elle n'a aucune responsabilité dans le domaine de l'eau et du logement (mis en régie), de l'électricité et des transports publics (confiés à des firmes privées) ou de l'enseignement.



Dakar a une longue tradition d'assimilation à la France qui lui valut dès 1914 un maire africain, devenu ensuite député et ministre dans le gouvernement de la métropole. Il en est parfois résulté une certaine confusion entre politique municipale et politique nationale. Au point de vue financier, le budget est élevé : 2,2 milliards de francs CFA pour 1961 (\$ 12 millions). L'indépendance administrative des autres villes de l'ancienne Afrique française est plus récente, mais les mêmes attitudes s'y sont immédiatement fait jour et de nombreux chefs d'état ont commencé par être maires dans leurs actuelles capitales. Le budget d'Abidjan pour 1961 s'élève à 621 millions de francs CFA (\$ 3, 5 millions) et celui de Brazzaville à 310 millions.

Nairobi a une tradition anglaise semblable en principe à celle de l'Afrique occidentale mais longtemps limitée aux résidents européens, dont le nombre et la richesse permettaient d'obtenir des revenus très élevés (£ 2 millions en 1956, 3 en 1960, c'est-à-dire \$ 336 par tête, contre 73 à Lagos) avec des taux de "rates" réduits (1 et 5/8 pour cent de la valeur du terrain, plutôt que de l'immeuble, rapportant £-1,1 million en 1960). Mais le phénomène le plus caractéristique des Européens qui contrôlent la ville est une audace financière encouragée par le crédit qui les pousse à faire de grosses dépenses de capital : £ 1 million emprunté à Londres pour 1954 et 1955, 6,75 millions pour 1956-1960 (dont 3 d'auto-financement et le reste emprunté sur place). Les travaux prévus pour 1960-1965 s'élèvent à £ 11 millions.

#### Relations avec le Gouvernement Central

Aujourd'hui, plus que jamais, l'avenir des grandes villes dépend de leur bonne administration et l'avenir de leurs municipalités dépend de la compréhension des gouvernements nationaux. En Afrique, en particulier, l'indépendance invite à ré-examiner les régimes municipaux et la chose semble appelée à se faire tôt ou tard. Or les circonstances ne sont pas favorables aux autorités municipales.

En Europe, les pouvoirs locaux se sont vus progressivement retirer de nombreuses attributions pour des raisons techniques. Les services publics dans le monde contemporain, dit-on surtout à ce sujet, doivent être menés à une échelle plus large que celles des villes, tandis que l'unification de jure des agglomérations de facto se heurte à d'insurmontables préjugés. La perte de fonction provoque inévitablement la perte de prestige et d'autorité.

En Afrique tropicale, il faut souhaiter que les réformes qui interviendront dans ce domaine seront inspirées par l'examen rigoureux des circonstances locales. Les organismes municipaux présentent, entre autres avantages, celui de donner aux particuliers l'occasion de servir le public de manière désintéressée, épargnant en même temps à l'Etat la nécessité de recourir à un personnel souvent rare et toujours coûteux. En cas de défaillance, ils offrent au public l'occasion d'obtenir des réformes plus facilement que du pouvoir central. Un gros problème est que les populations des grandes villes, du fait même de ce développement déséquilibré que nous avons décrit, donnent l'apparence d'être privilégiées, alors que leurs privilèges, quels qu'ils soient, ne vont jamais sans de lourdes responsabilités.

Tous ces problèmes n'ont guère été étudiés que dans le cas de Lagos qui, en conséquence, a été dotée en 1954 d'un statut unique en Afrique de territoire fédéral. La ville échappe aux autorités régionales, sans cependant jouir d'aucun pouvoir dépassant ceux des autres autorités locales, les pouvoirs des régions étant, dans ce cas, exercés par le gouvernement fédéral. Ce régime, pour le moment, est l'objet de critiques visant d'une part le "ministère des affaires de Lagos", dont l'autorité est difficile à préciser, d'autre part les régies qui ont, dans le passé, restreint la juridiction des autorités municipales. Il est fondé essentiellement sur l'intérêt, partagé par tous les citoyens de la fédération, à voir bien marcher la capitale nationale. Cependant, un argument financier présenté à cet effet a été réfuté par une

commission fiscale qui a montré qu'en 1956-57, la Fédération avait dépensé £ 2,2 millions et en 1958-59, £ 2,4 millions dans les services assurés ailleurs par les régions, tandis que les taxes y afférentes lui avaient rapporté la première année 3,4 millions et la seconde 3,3.

Léopoldville demeure provisoirement l'un des 25 districts de l'ancien Congo belge. Il n'a pas encore été décidé si elle fera partie d'un nouvel état ou en constituera un à elle seule, en cas de fédéralisation du pays.

Pour Dakar, une réforme municipale a été opérée moins d'un an après la proclamation de l'indépendance au Sénégal. Elle a consisté surtout à réduire l'étendue du territoire municipal, afin de donner à l'électorat un caractère plus inter-tribal, les anciens faubourgs étant plus homogènes à cet égard que le centre de l'agglomération. Il n'est pas, pour le moment, question de doter la capitale d'un statut spécial mais il faut garder à l'esprit que la Deuxième République française avait accordé aux "quatre communes" une assimilation à la métropole qui ne fut pas étendue par la suite au Sénégal agrandi et qui leur ouvrit des horizons exceptionnels. Le maire africain de Dakar devenait, à partir de la première guerre mondiale, une figure importante de la politique française. En conséquence, la politique municipale a toujours tendu à se confondre avec la politique nationale, ce qui n'a pas toujours été un bien pour les intérêts locaux.

#### PROBLEMES POSES PAR L'URBANISATION DE L'AFRIQUE TROPICALE

Dans l'exposé qui précède, nous nous sommes efforcés de présenter d'une manière aussi objective que possible les éléments constructifs du processus d'urbanisation qui se déroule sous nos yeux en Afrique tropicale. Avant de terminer, il importe de signaler qu'à chacune de ses étapes et dans chacun de ses aspects, ce phénomène suscite des problèmes auxquels il est nécessaire de chercher une solution.

Pour affronter ces problèmes, on ne saurait trop insister sur la nécessité d'une bonne documentation et sur le fait que celle-ci demeure, pour le moment, fragmentaire, difficile à trouver et hétérogène au point de rendre les comparaisons difficiles, sinon sans valeur. Il faut souligner que si la liaison entre problèmes locaux et problèmes nationaux ne doit jamais être oubliée, il n'en reste pas moins erroné de supposer, comme c'est souvent le cas, que les problèmes nationaux se présentent de la même façon partout dans un pays donné. Chaque ville a ses problèmes propres, un peu comme chaque individu. Il est urgent de recueillir plus de données sur le plan local et de les publier en vue de permettre l'évaluation des incidences particulières de phénomènes tels que la population, observés d'un point de vue général et objets d'une politique qui peut s'avérer désastreuse pour certaines villes, même si elle se justifie en d'autres lieux.

Le déséquilibre des éléments de la population créé par la croissance des villes n'est pas particulier à l'Afrique, et l'économie politique moderne ne considère plus l'équilibre statique en tous points comme nécessaire ou même désirable; sans équilibre dynamique elle ne voit que trop souvent régner la stagnation. Dans les sociétés pré-industrielles, l'essor économique tel qu'on l'observe en plusieurs villes d'Afrique au début du 19<sup>ème</sup> siècle, se manifestait déjà par des appels constants d'hommes valides plutôt que de femmes ou d'enfants. C'est même ainsi que leurs dirigeants se rendirent compte sans tarder que la croisade proclamée par les Européens contre la traite des esclaves bouleverserait immanquablement toute l'économie, fondée sur l'esclavage, de leur pays, cette économie ne pouvant prospérer que par un afflux de bras plus rapide que la croissance purement démographique. Dans des villes comme Tananarive, l'abolition de l'esclavage provoqua une forte baisse de la population.

Le déséquilibre n'en constitue pas moins un fardeau dont le poids se mesure en fonction des forces de celui qui doit le supporter. Si l'afflux des hommes valides dans les villes n'apparaît pas nécessairement indésirable, s'il paraît bien établi qu'à vouloir l'arrêter, on ne peut faire qu'oeuvre vaine dont il résulte plus de mal que de bien, la question n'en reste pas moins posée : ces hommes étant en ville, il s'agit de les nourrir et de leur permettre de constituer des familles sans pour cela négliger les campagnes qui, d'ailleurs, souffrent de maux complémentaires de ceux des villes : trop de femmes, d'enfants et de vieillards, pas assez de bras ou d'équipement, etc.

On peut ici étendre aux pays considérés dans leur ensemble le concept du changement de besoins déjà dégagé de l'étude des villes. De même que la population urbaine a des besoins qui lui sont propres, la population rurale d'un pays en voie d'urbanisation ressent les contre-coups de ce phénomène. En fin de compte, les deux éléments principaux de la population nationale se retrouvent unis dans un besoin commun d'équipement, c'est-à-dire d'investissements, indispensable à une production alimentaire appelée à croître dans la mesure même où la main-d'oeuvre qui lui est consacrée diminue, et la politique à conseiller dans la plupart des cas consiste à augmenter à la fois les productions alimentaire et industrielle.

Pour le moment, la plupart des villes d'Afrique ont surtout besoin de mettre leurs ressources en main-d'oeuvre à profit d'une manière qui bénéficie en même temps aux habitants des campagnes dans la plus large mesure possible. L'industrie légère, spécialement alimentaire et textile, vient immédiatement à l'esprit comme la solution la plus désirable dans la mesure où elle permet de valoriser les produits agricoles locaux. Elle paraît même susceptible de favoriser le rétablissement d'un meilleur équilibre démographique en retenant, d'une part, à la campagne des hommes satisfaits par des revenus plus élevés, en fournissant, d'autre part, aux femmes des occasions de s'employer en ville qui leur manquent aujourd'hui.

C'est d'ailleurs là une leçon de l'Histoire, quoiqu'elle soit restée longtemps incomprise. Déjà Barth, visitant la ville de Kano en 1854, avait remarqué que son existence était fondée sur l'artisanat (travail du cuir dit "Marocain", du coton, etc.). Depuis lors, et d'une façon générale, les historiens soviétiques ont montré comment c'était encore l'artisanat, plutôt que le commerce qui avait permis l'essor des villes d'Europe au Moyen-Age (36). Compte-tenu des techniques nouvelles, l'urbanisation de l'Afrique appelle sans doute des développements du même ordre.

Dans la fièvre d'investissements qui a suivi la seconde guerre mondiale, une nette tendance s'est manifestée à la concentration en certains points favorisés, tendance reflétée sur les cartes par l'apparition de véritables "archipels urbains", où des villes qui méritent déjà le titre de métropoles paraissent entourées de satellites, tandis que d'immenses régions demeurent négligées. Un réajustement minimum paraît inévitable, puisque plusieurs fédérations coloniales ont déjà éclaté pour donner naissance à des états indépendants de moindre dimension. Cependant, vouloir renverser radicalement cette tendance serait sans doute aussi vain et aussi dangereux que vouloir renverser la tendance fondamentale à l'urbanisation. La disparition du facteur colonial impose d'autant moins une révision, encore moins le renversement de toutes les valeurs, que le processus d'urbanisation apparaît précisément comme un défi au système colonial (spécialement sous son aspect d'économie de traite) et comme un élément essentiel au succès des mouvements d'indépendance (25). Les raisons qui ont poussé la population de telle ou telle région à se masser dans telle ou telle ville doivent être étudiées pour chaque cas individuel et si elles résistent à l'examen, c'est autour de ces centres qu'il convient de pratiquer la politique d'adaptation susceptible de résoudre les problèmes régionaux autant que locaux. Dans la négative, bien entendu, c'est plutôt le milieu rural qui jouera le mieux

le rôle de "pôle de développement" et il faudra encourager la production agricole, relever le niveau de vie des populations rurales et favoriser l'essor des petites villes et centres ruraux dans toute la mesure du possible.

L'existence de grandes masses humaines agglomérées étant admise comme un fait inéluctable en Afrique comme ailleurs, l'opportunité de leur procurer des moyens d'existence étant reconnue en conséquence, il reste encore à savoir si de telles masses peuvent s'organiser en ensembles pacifiques et cohérents. Soulignons d'abord qu'il s'agit de leur permettre de s'organiser plutôt que de les organiser. La distinction est essentielle mais facile à oublier. Elle a été d'autant plus facilement négligée qu'on a souvent présenté le contraste ville-campagne comme indentique au contraste Afrique-Occident et que Lord Hailey a pu ainsi écrire qu'en Afrique le problème de l'urbanisation se doublait d'un problème d'acculturation qui n'existait pas en Europe. Il y a lieu de distinguer : le problème de l'acculturation existe pour beaucoup de nouveaux citadins dans tous les continents du Monde, soit qu'il s'agisse de paysans nouveaux-venus dans les villes de leur propre pays, soit qu'il s'agisse d'émigrants internationaux - ce problème d'autre part, n'existe pas nécessairement pour tous les habitants des villes d'Afrique, même des villes de type "colonial" ou "artificiel". Il existe à Lagos, par exemple, des familles qui ont vécu dans cette ville depuis tant de temps qu'il convient de s'adresser à elles non pour leur donner des leçons mais pour en apprendre au contraire dans quelles voies il serait logique de les suivre pour aboutir à une communauté intégrée suivant son système de valeurs propres. Les cas de nombreuses familles de Saint-Louis et autres villes du Sénégal émigrées à Dakar, est à peine différent de celui de Lagos, et les deux se répètent à une moindre échelle en beaucoup d'autres agglomérations.

Le problème social de l'urbanisation apparaît ainsi moins comme un problème d'adaptation que comme un problème de reconnaissance de la validité des moyens locaux d'adaptation. Ceci n'est pas une façon de le minimiser. L'idée d'imposer les valeurs métropolitaines paraît condamnée par l'abolition du système colonial mais ces valeurs avaient rarement un caractère national. Si l'élaboration d'une charte universelle des droits de l'homme n'a pas été une petite affaire, celle d'une politique urbaine vraiment respectueuse des valeurs locales n'est guère moins difficile à effectuer car la tentation se présente à chaque pas d'accepter sans discuter des formules liées aux valeurs occidentales.

Il faut garder à l'esprit ce danger d'ethnocentrisme chaque fois que l'on se trouve tenté de qualifier et de dénoncer les attitudes des femmes, des enfants, de certaines minorités et autres groupes comme des problèmes sociaux. Il n'y a de problème social que dans la mesure où ceux qui dirigent une société donnée estiment que cette société toute entière doit s'unir pour réprimer certains agissements. Bien entendu, toutes les sociétés humaines réclament un minimum d'harmonie entre leurs habitants et ce minimum peut être objectivement décrit comme non atteint lorsque des conflits violents opposent entre eux certains groupes comme les groupes d'âge et de parenté, les groupes tribaux, ethniques, religieux ou professionnels, ou quand les autorités ne parviennent pas à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Il n'est pas douteux que des conflits de cette nature affectent actuellement la vie de nombreuses agglomérations africaines, mais leur gravité est souvent exagérée. Le conflit qui attire le plus d'attention est peut-être celui qu'indique la délinquance juvénile. Ici comme ailleurs, c'est aux sources de la tradition locale qu'il faut remonter pour déceler quel vide reste à combler dans l'organisation urbaine. L'enfant a besoin d'une formule plus complète que celle que lui procure une école pétrie de traditions étrangères à son milieu.



De nombreux gouvernements africains, par le souci qu'ils ont eu d'organiser la jeunesse de diverses manières, ont déjà indiqué une voie à suivre au moins à titre expérimental.

D'autre part, le problème de la jeunesse ne se sépare nulle part de celui de la famille. Ici, cependant, le danger de l'ethnocentrisme devient urgent. Il n'est pas correct de parler de disparition de la famille dans un continent où celle-ci n'a jamais eu le caractère nucléaire (père, mère et enfants seulement) caractéristique de l'idéal occidental. Tout au plus peut-on dire que la famille de type occidental est lente à apparaître. Ceux parmi les observateurs qui sont au courant des questions de groupes de parenté constatent la persistance en milieu africain urbain de la tendance traditionnelle au groupement par lignée ou clan, qui se manifeste, par exemple, en matière de propriété (15). A Lagos, même les propriétés originellement individuelles sont rarement divisées entre héritiers de sorte que 2.900 propriétés seulement sur 15.000 (chiffre faible, indiquant l'existence de nombreuses propriétés familiales) sont enregistrées suivant le droit écrit d'inspiration occidentale. La situation est différente en milieu musulman et Khartoum même compte 47.000 propriétés enregistrées, mais il faut partout garder à l'esprit que les deux questions de la famille et de la propriété terrienne sont étroitement liées entre elles, et que toute extension de la propriété individuelle constitue une menace pour la famille étendue. Les nouvelles sociétés africaines auront à décider dans quelle mesure la famille urbaine restera fidèle aux traditions et dans quelle mesure elle y renoncera. A l'heure actuelle, la question la plus discutée est celle de la dot. Elle ne paraît pas être d'ordre purement social. La dot est un problème parce que toutes les questions d'argent sont des problèmes au stade d'expansion déséquilibrée et désarticulée que vivent actuellement les économies africaines.

Il semble, à première vue, que la question de tradition n'intervienne guère dans le problème de l'administration, vu le caractère nouveau des agglomérations urbaines et celui des questions techniques qui s'y posent. Mais sans même sortir du cadre occidental, une bonne administration municipale exige une familiarité qui existe rarement avec les réalités des deux mondes. Beaucoup de budgets municipaux africains appellent une révision, en vue d'établir, entre autres, si les impôts établis sur le modèle européen trouvent en Afrique une assiette suffisante. Les "rates" d'origine anglaise, par exemple, ne peuvent être appliqués en fait qu'à des immeubles d'une valeur qui dépasse celle de la plupart des logements africains. La culture locale enfin reprend ses droits dès qu'on sort du domaine purement technique. Le fait est que les habitants des villes d'Afrique tropicale se sont déjà regroupés à leur manière et se sont donnés des autorités qui ne sont ni celles de la tribu, ni celles de l'administration. La reconnaissance officielle de ces cadres de substitution permettrait en certains cas d'assurer l'ordre public d'une manière plus efficace et à meilleur marché que par les institutions d'origine occidentale.

## BIBLIOGRAPHIE

1. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.  
A.O.F. 1957. Tableaux économiques. Direction générale des services économiques et du plan. S.d.
2. - - Comptes économiques de l'A.O.F., 1956. Rapport No 11 : Inventaire des Ressources Humaines en 1956. 1959.
3. - - Etude statistique sur les établissements et les salaires réels pratiqués au Sénégal en 1956 et 1957. Mai 1958.
4. BAECK, L. Economische Ontwikkeling en Sociale Structuur in Belgisch-Kongo. Louvain, 1959.
5. BALANDIER G. Sociologie actuelle de l'Afrique Noire. Paris 1955.
6. BANTON, M. West African City : A study of tribal life in Freetown. London, 1957.
7. BEZY F. Problèmes structurels de l'économie congolaise. Louvain, 1957.
8. - - & J.L. LACROIX. La production des industries manufacturières à Léopoldville et dans le Bas-Congo. Université Lovanium : Notes et Documents. Juin 1961.
9. BIRMINGHAM W.B. An index of Real Wages of the Unskilled Labour in Accra 1939-1959. Economic Bulletin, 3 March 1960.
10. BOXON J. Naissance d'un Etat africain, le Ghana. Paris, 1958.
11. CAPET M. Traité d'Economie Tropicale. Les Economies de l'A.O.F. Paris, 1958.
12. COKER G.B.A. Family Property among the Yoruba. London, 1958.

13. COMHAIRE J. Die Verstaedterung und die Krise in Belgisch-Kongo. Weltwirtschaftsdienst, Febr. 1960.
14. - - Some aspects of Urbanization in the Belgian Congo. American Journal of Sociology, July 1956.
15. - - Economic Change and the Extended Family. Annals, American Academy of Political & Social Science, May 1956.
16. - - Das Wachstum der Afrikanischen Staedte. Geopolitik, November 1955.
17. - - Copperbelt in Belgian Congo. Yearbook of Education 1954.
18. - - L'aménagement du plus grand Dakar. Revue coloniale belge, 1954.
19. - - Aspects of Urban Administration in Tropical and Southern Africa. University of Cape Town, 1953.
20. - - Religious Trends in African and Afro-American Urban Societies. Anthropological Quarterly, October 1953.
21. - - Trois budgets municipaux : Lagos, Cape-Town, New-York. Zaire, décembre 1950.
22. - - Urban Segregation and Racial Legislation in Africa. American Sociological Review, June 1950.
23. - - La délinquance dans les grandes villes d'Afrique britannique. Zaire, décembre 1949.
24. - - L'administration municipale à Lagos. Revue Coloniale belge, 1949.

25. COMHAIRE-SYLVAIN S. Soziologisch-historischer Hintergrund der Kongokrise. Weltwirtschaftsdienst, April 1961.
26. - - - Le problème du mariage à Lagos, Nigeria. Revue de l'Institut de Sociologie, No 4, 1956.
27. - - - Le travail des femmes à Lagos, Nigeria. Zaire, 1951, février et mai.
28. - - - Food and Leisure among African Youths in Leopoldville. University Cape-Town, 1950.
29. - - - Associations on the basis of origin in Lagos, Nigeria. American Catholic Sociological Review, Chicago. December 1950.
30. - - - Le lingala des enfants noirs de Léopoldville. Kongo-Overzee, Ghent, Belgique, 1949, No 5.
31. & J. Kinship change in the Belgian Congo. African Studies, No 1, 1957.
32. CONGO O.C.A., 1952-1960. Office des Cités africaines, 1960.
33. EAST AFRICA Reported employment and wages, 1957. East African Statistical Department, 1958
34. EDITION ENCYCLOPEDIQUES EUROPEENNES. Les capitales du monde, Paris, 1959, 2 volumes.
35. FEDERATION OF BRITISH INDUSTRIES. Nigeria, an Industrial Reconnaissance London, 1961.
36. FRANCE Outre-Mer 1958, Tableau économique et social. Office des Statistiques d'Outre-Mer, 1959.
37. FRIEDMANN G. Sciences sociales et sociologie du travail Annales, mai-juin 1961.

38. FROMONT P. Les transports dans les économies sous-développées  
Paris 1957.
39. GAVRILOV N. O migratsii rabotchei sili v Zapadnoy Afrike.  
Probl. Vostokovedeniya. Moskva, 1959, No 3.
40. HEADS J. Urbanization & Economic Progress in Nigeria.  
South African Journal of Economics, 3, September 1959.
41. HIRSCHMAN A.O. The strategy of economic development. Yale  
University, 1958.
42. JANNE H. Un modèle théorique du phénomène révolutionnaire  
Annales, novembre-décembre 1960.
43. KENYA Report on the cost of living committee. 1954.
44. LLOYD P.C. Family Property among the Yoruba. Journal of  
African Law, No 2. Summer 1959.
45. Marchés tropicaux et méditerranéens. L'alimentation Outre-Mer,  
No spécial 812, 3 juin 1961.
46. MITCHELL J.C. The Kalela Dance : Aspects of Social Relationship  
among Urban Africans in No Rhodesia. Rhodes -  
Livingstone Papers 27, 1956.
47. MORGAN F.W. Ports and Harbours. London, 1952.
48. NIGERIA Report into the relationship between the Federal  
Government and Lagos Town Council, by Sir John  
Imree, 1959.
49. - - A report on the registration of title to land in  
the Federal Territory of Lagos, by S.R. Simpson,  
1957. See Journal of African Administration,  
July 1958 for appraisals by L. Branney.
50. - - Population Census of Lagos, 1950.

51. PARISIS A. Les finances communales et urbaines au Congo belge. Bruxelles, 1959.
52. ROUCH J. Problèmes relatifs à l'étude des migrations et des migrations actuelles en Afrique occidentale. Bulletin IFAN, No 3/4, 1960.
53. SORET M. Démographie et Problèmes urbains en A.E.F. Brazzaville, 1954.
54. STEEL R.W. & FISHER C.A. (Ed.) Geographical Essays on British Tropical Lands. London, 1956.
55. SUTHERLAND A.G. Housing and Town Planning as instruments of Social Control in Africa. Proceedings, 5th Annual Conference, Nigeria Institute of Social Research, Ibadan, 1956.
56. TIKHOMIROV M.N. Drevnerusskie Goroda. Moskva, 1946.
57. UNITED KINGDOM cmd. 9475. East Africa Royal Commission 1953-1955. Report. London, 1955.
58. UNITED NATIONS Approaches to Community Development in Urban Areas. ST/SOA/SER.O/32 and ST/TAO/SER.D/32 July 1959
59. - - Report on the World Social Situation. ST/SOW/33, E/CN.5/324/Rev.1. New-York 1957.
60. - - Demographic Yearbook. New-York, 1960.
61. - - Léopoldville et Lagos, Etude comparée des conditions urbaines en 1960. Bulletin Economique pour l'Afrique, juin, 1961.